

Retour des compétences résidant à l'étranger : Les préalables de la diaspora algérienne

Soumis par Achira MAMMERY (L'Expression)
12-05-2009

La diaspora algérienne est prête à participer à l'édification du pays à condition de mettre en place un environnement propice, affirme M. Brahim Gacem, président du Forum des compétences algériennes en Suisse. Entendre par conditions «propices» : «Une procédure claire, une structure d'accueil pour ces Algériens afin de pouvoir se déployer dans des actions créatrices dans le pays.»

A priori, les doléances des compétences algériennes vivant à l'étranger sont très raisonnables. Elles semblent même bénéficier de l'appui des autorités concernées en Algérie à en croire du moins le ministre de la Solidarité, de l'Emploi et de la Communauté algérienne à l'étranger, M. Djamel Ould Abbès qui a soutenu que l'Etat tend à encourager, par des mesures concrètes, la pleine participation de la communauté, des compétences et des investisseurs au processus de développement du pays.

La stratégie de l'Etat suivie jusqu'ici se basait sur un point nodal: rapatrier les compétences dans leur patrie mère. Une démarche qui a connu un échec patent. Pour plusieurs raisons: la première a trait bien évidemment, aux conditions qu'offre l'Algérie à sa diaspora, qui sont nettement en deçà de l'environnement dans lequel ils évoluent dans le pays d'accueil. La seconde raison, qui est la plus importante, est en relation directe avec cette diaspora, qui, tout étant disponible à participer à l'essor du pays, hésite à rentrer préférant opter pour «le partenariat». Une démarche défendue par M. Gacem qui a précisé hier sur les ondes de la Chaîne III que «les Algériens se trouvant à l'étranger sont fortement intéressés de pouvoir s'investir dans leur pays». Mais ce retour doit être précédé par des conditions favorables préalables. «Il faudrait, insiste-t-il, des structures facilitatrices afin qu'ils puissent s'investir dans ce pays.» Le Forum international de la finance (FIF) qui s'ouvre à partir d'aujourd'hui à Alger, s'inscrit justement dans ce cadre. La 5e édition connaîtra la participation de plusieurs experts algériens et étrangers qui débattront, notamment, de la place de l'Algérie dans un contexte économique mondial marqué par une crise sans précédent. Organisé par le Forum des compétences algériennes en Suisse (Fcas), en collaboration avec l'Association des banques et établissements financiers (Abef) et la Chambre de commerce et d'industrie Suisse/Algérie, ce carrefour financier annuel se veut le «rendez-vous incontournable» des acteurs financiers. Il se présente comme un espace de rencontres et d'échanges «à même de contribuer à la formulation d'approches et de propositions» en vue d'aider l'Algérie à mieux faire face aux répercussions de la crise mondiale, ont souligné ses initiateurs. Selon le programme établi par les organisateurs, plusieurs thèmes ayant trait à cette crise et ses répercussions sur les économies émergentes comme celle de l'Algérie, feront l'objet de présentations animées par des experts nationaux et étrangers pendant les deux journées du forum. La 5e édition du FIF prévoit également une intervention du ministre des Finances, M. Karim Djoudi, intitulée «L'Algérie, face à la crise financière internationale», et une autre du ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil, portant sur la «crise financière internationale et crise énergétique, quelle stratégie et quelles perspectives pour l'Algérie».

Les effets attendus des politiques de sortie de crise prises à l'échelle internationale (réunions du G20, plans de relance européen et américain...) seront également discutés par les participants. D'autres thèmes relatifs aux systèmes bancaires et au secteur de l'assurance seront au menu.

Source : Journal L'Expression.